

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 46.235/4
DU 15 AVRIL 2009

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par le Président du Parlement wallon, le 17 mars 2009, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur une proposition de décret "modifiant le décret du 27 mai 2004 relatif à l'exercice, par la Communauté germanophone, de certaines compétences de la Région wallonne en matière de pouvoirs subordonnés" (*Doc. parl.*, Parl. wall., 2008-2009, n/ 937/1), a donné l'avis suivant :

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1/, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique de la proposition de décret, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, la proposition de décret appelle l'observation ci-après.

L'article 3, § 2, deuxième tiret, en projet, du décret du 27 mai 2004 relatif à l'exercice, par la Communauté germanophone, de certaines compétences de la Région wallonne en matière de pouvoirs subordonnés, habilite le Gouvernement wallon et le Gouvernement de la Communauté germanophone à adapter par une décision conjointe le montant de 1.277.376 euros sans prévoir un quelconque critère.

Eu égard aux principes qui régissent les relations entre le pouvoir législatif et le pouvoir exécutif, les limites de la délégation aux Gouvernements doivent être définies par le décret.

La chambre était composée de

Messieurs	Ph. HANSE,	président de chambre,
	P. VANDERNOOT,	conseillers d'État,
	J. JAUMOTTE,	
Madame	C. GIGOT,	greffier.

Le rapport a été présenté par M. R. WIMMER, auditeur.

LE GREFFIER,

LE PRÉSIDENT,

C. GIGOT

Ph. HANSE